«N’oublions pas l’urgence environnementale»

La stratégie de soutien massif aux entreprises pour sortir de la crise du Covid-19 pourrait relancer l’économie à un rythme de production supérieur à celui atteint avant la crise. Il est inconcevable d’encore augmenter l’empreinte écologique de nos activités.

AFP

Par Un collectif de signataires issus du monde associatif, universitaire, scientifique et politique*
Le 1/05/2020 à 11:00

La crise sanitaire exceptionnelle que traverse actuellement l'humanité n'épargne pas la Belgique. Ses conséquences sont considérables : plusieurs milliers de morts, les services médicaux dépassés par la situation et l'arrêt presque total de l'éducation, de la culture et de nombreuses activités de production depuis plus d'un mois.

Comme l'expliquent clairement les médias aux sensibilités les plus diverses, la forte récession dans laquelle nous sommes plongés a des retombées économiques particulièrement marquées. Elle fragilise considérablement les entreprises dans de nombreux secteurs. Les familles dont les revenus dépendent de ces entreprises sont directement impactées.

Une relance économique qui doit être réfléchie

Les neuf partis politiques belges fédérés autour du gouvernement Wilmès II se mobilisent pour limiter les conséquences financières de la crise au travers de mesures socio-économiques mises en place parallèlement aux mesures sanitaires exigées par la situation. Une fois le confinement terminé, il est prévu d'injecter une quantité colossale d'argent en soutien aux entreprises. Des plans européens, nationaux et régionaux s'inscrivent dans cette stratégie d'investissement massif. Cette méthode a déjà fait ses preuves pour renforcer l'économie et la croissance après différentes crises économiques d'ampleur internationale. Elle pourrait finalement relancer l'économie à un rythme de production supérieur à celui atteint avant la crise. En absence d'une politique environnementale adéquate, cette croissance économique risque d'entraîner une véritable catastrophe environnementale. Il est inconcevable d'encore augmenter l'empreinte écologique de nos activités, déjà trop élevée avant la crise, tant en Belgique que dans les autres Etats européens.

LIRE AUSSI

«Pourquoi la crise du coronavirus est une bombe à retardement pour le climat» (https://plus.lesoir.be/290554/article/2020-03-28/pourquoi-la-crise-du-coronavirus-est-une-bombe-retardement-pour-le-climat?referer=%2Farchives%2Frecherche%3Fdatefilter%3Dlastyear%26sort%3Ddate%2520desc%26word%3Dg

La pollution, tueuse de masse

Malheureusement, les préoccupations écologiques ont presque disparu de la sphère médiatique et surtout des débats politiques depuis le début du confinement. Les principaux médias ont remplacé l'urgence climatique et de perte de la biodiversité par l'urgence de la crise sanitaire. Pourtant, l'Organisation Mondiale de la Santé estime à 4.200.000 le nombre de décès causés en 2016 par la pollution atmosphérique. La pollution ne représentant qu'une partie des problèmes écologiques, il apparaît clairement que les modes de vie et de production qui dégradent l'état de la planète engendrent un problème sanitaire majeur.

LIRE AUSSI

Carte blanche: «Crise sanitaire, qualité de l'air, un appel au changement» (https://plus.lesoir.be/293147/article/2020-04-08/carte-blanche-crise-sanitaire-qualite-de-lair-un-appel-au-changement?referer=%2Farchives%2Frecherche%3Fdatefilter%3Dlastyear%26sort%3Ddate%2Bdesc%26start%3D60%

Vive inquiétude

L'oubli de l'urgence environnementale suscite en nous une vive inquiétude. Il faut veiller à réagir immédiatement afin d'éviter que les dégâts déjà infligés à la planète soient aggravés. En effet, l'arrêt d'une partie des activités économiques constitue l'occasion de relancer des activités beaucoup plus durables.

De plus, il est important que la protection de la planète et ses diverses formes de vie inclue également la protection des individus et des populations qui sont déjà les plus fragiles et les plus démunis. Les mesures économiques doivent donc être envisagées dans un souci de réduction des inégalités avec pour objectif que l'accès à l'alimentation, aux biens essentiels, à l'éducation et aux soins soit aussi universel que possible.

Saisir l'occasion

La responsabilité politique est indispensable et se situe à tous les niveaux de pouvoir : depuis les compétences communales jusqu'aux accords internationaux. Chaque crise économique représente une occasion d'orienter les modes de production et les choix d'investissement différemment. La crise de 2008, qui avait pourtant appelé une critique radicale de la domination du capital financier, n'a donné naissance à aucune évolution significative. Il est impératif de saisir l'opportunité de remise en question et de progrès qui se présente à nous tous aujourd'hui.

LIRE AUSSI
Repenser l'après-coronavirus: apprendre ou repartir pour un tour? (https://plus.lesoir.be/292084/article/2020-04-03/repenser-lapres-coronavirus-apprendre-ou-repartir-pour-un-tour?referer=%2Farchives%2Frecherche%3Fdatefilter%3Dlastyear%26sort%3Ddate%2Bdesc%26start%3D80%

Une série d'urgences

C'est pourquoi nous lançons cet appel aux élus politiques et réclamons des actions concrètes et immédiates.

Nous demandons :

– que l’urgence environnementale soit prise au sérieux et qu’elle constitue une priorité en tout temps et en toutes circonstances.

– que l’argent qui sera investi à la sortie de la crise soit consacré à renforcer les entreprises dont les activités sont les plus durables.

– qu’en aucun cas l’argent investi à la sortie de la crise ne renforce les activités qui dépendent fortement des énergies fossiles.

– qu’en aucun cas les délais des Accords de Paris ne soient reportés et que tous les pouvoirs publics, qu’ils soient communaux, régionaux ou fédéraux, œuvrent à sa concrétisation.

– que tout soit mis en œuvre par la Belgique pour que le Green Deal européen soit aussi ambitieux que possible et que tous les pouvoirs publics, qu’ils soient communaux, régionaux ou fédéraux, actionnent les leviers utiles à son succès.

– de limiter l’incitation à une consommation excessive via une modération ou interdiction de la publicité pour les secteurs commerciaux qui impactent négativement et significativement les écosystèmes et le climat.

– que les plus vulnérables ne soient pas fragilisés davantage après la crise. Au contraire, les personnes aux revenus les plus modestes, les personnes isolées et les populations des pays les moins prospères doivent disposer de ressources et de conditions favorables à une existence digne.

LIRE AUSSI

«Coronavirus: un Green Deal pour faire face aux urgences pandémique, économique, sociale et écologique» (https://plus.lesoir.be/291010/article/2020-03-30/coronavirus-un-green-deal-pour-faire-face-aux-urgences-pandemique-economique?referer=%2Farchives%2Frecherche%3Fdatefilter%3Dlastyear%26sort%3Ddate%2520desc%26word%3Dg

Nous sommes fermement opposés à une relance économique indifférente, qui ne distinguerait pas les activités économiques à faible empreinte écologique de celles qui nuisent à la continuité de la vie humaine.

Œuvrer pour une société viable dès aujourd'hui relève de la responsabilité de tous. Plus encore que les citoyens, les responsables politiques doivent être exemplaires et proactifs.

***Signataires :**

Marie-Hélène Bouchez & Sabine Bouchez, pour l'écocentre Oasis ; Alix Bricteux, Zoé Gallez & Marylise Ledouble, pour Terre en Vue ; Patrick Brocorens, Docteur en chimie, spécialiste en perspectives pétrolières ; Quentin Brouette, Docteur en mathématique ; Isabelle Cavenaile, pour Mons en Transition ; Bruno Di Pasquale, pour Entraide et Fraternité ; Yves Delforge, ancien Député et ancien Echevin ; Fabian Dortu, Docteur en physique appliquée, pour Ropi asbl et Fondation Fonds du Petit Marais ; Philippe Dubois, Recteur de l'UMONS ; Pierre Dubuisson, Ambassadeur honoraire ; Laurence Duez, pour Terre d'empreintes ; Morgane Folschweiller, biologiste, UMONS et Projet SAPOLL ; Pierre Gillis, Docteur en physique, professeur honoraire à l'UMONS ; Bertrand Grietens & Françoise Meuleman, pour Ropi asbl ; Roland d'Hoop, pour Oxfam Magasins du monde – service Education ; Marc Labie, Premier Vice-Recteur de l'UMONS ; Etienne Mayence, Equipes Populaires ; Philippe Mettens, Administrateur de l'UMONS ; Rino Noviello, pour Nature et Progrès, locale Mons-Borinage ; Diane Thomas, Vice-Rectrice de l'UMONS ; Ludovic Toussaint, pour le GRACQ asbl ; Véronique Waroux, Ingénieure des mines, ancienne Sénatrice et Députée régionale.

Anne-Lise Hantson, Frank Venmans, Jérôme Jouniaux, Baptiste Leroy, Dominique-Paule Decoster, Marc Frère, Perrine Ferauge, Julien Vandernoot, Dimitri Evrard, Jean-Alexandre Pouleur, Kérian Clam, Mathilde Toussaint, Antoine Derobertmasure, Céline Brunin, Florence Laline, Anne-Emilie Declèves, Erik De Bel, Quentin Pasetti, Yves Gossuin, Liam Sabot, Michaël Boulvin, Alessio Mocciolella, Chloé Mulkers, Denis Michez, Claire Martinus, Salvatore Vona, Albert Strebelle, Pauline Foret, Marielle Bruyninckx, Joëlle Tilmant, Clarisse Claus, Alexis Mulas, Joffrey Coremans & Natacha Duroisin, membres du Conseil du Développement Durable de l'UMONS.

Axel Mayart, Laure Horlait, Apolline Dupuis, Chloé Karakatsanis, Guillaume Bihari, François Petit, Théo Arnaud, Louis Loin, Isaline Godart, Martin Stassens, Dimitri Waelkens, Alexandre Mbieleu Taffou, Valentine Dieu Fichefet, Jabran Ellaoui & Issam Hasnaoui, étudiants membres du GT Environnement de l'ORE-UMONS.

Cet article réservé aux abonnés est exceptionnellement en accès libre

Abonnez-vous maintenant et accédez à l'ensemble des contenus numériques du Soir : les articles exclusifs, les dossiers, les archives, le journal numérique...

1€

le 1er mois

J'en profite (https://espace-abonnement.lesoir.be/cat%C3%A9gories/le-s

Déjà abonné? Je me connecte (https://login.lesoir.be/html/login?unitId=LS_ena_prod&returnPage=http%3A%2F%2Fplus.lesoir.be%2F287400%2Farticle%2F2020-03-16%2Fcarte-blanche-coronavirus-peut-encore-faire-du-sport)

Votre journal en version numérique

Accédez à tous les décryptages
de la rédaction dès minuit

Je consulte (https://journal.lesoir.be/)